Conseil d'Etat
LEGISLATION
23 DEC. 1955
Transmis à M.
Overgezonden aan de H.
Bureau Coordination

ML. L. 4905/2.

ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Colonies, le 22 septembre 1955, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "modifiant le statut des agents de l'administration d'Afrique annexé à l'arrêté du Régent du 20 août 1948", a donné le 9 novembre 1955 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 22e September 1955 door de Minister van Koloniën verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het statuut van het bestuurspersoneel in Afrika, gevoegd bij het besluit van de Regent van 20 Augustus 1948", heeft de 9e November 1955 het volgend advies gegeven :

Le projet vise à modifier sur différents points le statut des agents de l'administration d'Afrique.

Articles 1er et 2.

Ces deux articles modifient le même article 6 du statut. L'article 18, de plus, abroge l'article 6, 5°, a, 2, ainsi que le 7°, dernier alinéa.

Toutes ces modifications gagneraient à être groupées en un article qui énoncerait le nouveau texte constituant l'article 6, 5°, alinéa 2, a et b, 7, ainsi que le 7° et le 9°. Leur portée se dégagerait mieux.

Il conviendrait en outre d'insérer au 7°, le § 3 de l'article 5 du projet. Cette disposition détermine non une modalité d'admission à l'école coloniale comme les §§ 1er et 2 de cet article, mais une condition de recrutement à un emploi.

Article 3.

A propos de cet article, il convient de remarquer que les instituts supérieurs d'agriculture n'ont été assimilés aux universités que par la loi du 27 juin 1947, attribuant le caractère de grade académique aux titres conférés par les écoles de médecine vétérinaire de l'Etat et par les instituts agronomiques de l'Etat ou agréés par celui-ci.

S'il n'entre pas dans l'intention du Gouvernement d'exclure les porteurs d'un diplôme d'ingénieur délivré par un institut supérieur d'agriculture avant cette assimilation, il y aurait lieu de maintenir le 4° de l'actuel § 3.

.../...

Article 4.

L'article 4 exclut des emplois classés en quatrième catégorie les personnes qui sont titulaires d'un des diplômes requis par l'article 7, § 3, 1° à 4°, pour l'accession aux emplois des catégories supérieures à la quatrième.

Il y a là une contradiction car la possession de ces diplômes implique généralement la possession d'un des diplômes ou certificats requis pour accéder aux emplois de la quatrième catégorie.

Par cette disposition, des effets différents seront attachés à la possession d'un même diplôme suivant que le titulaire de celui-ci en aura ou non acquis d'autres de valeur plus grande, et le fait d'avoir reçu un enseignement supérieur à celui exigé pour occuper un emploi sera érigé en obstacle à l'attribution du dit emploi.

Une telle règle se concilie mal avec les principes en honneur en matière d'enseignement comme en matière d'organisation administrative. L'instruction constitue un avantag dont l'organisation administrative a constamment fait un titre à l'accession aux emplois publics. Jamais jusqu'à présent l'acquisition d'une instruction supérieure à celle requise n'a, à la connaissance du Conseil d'Etat, eu pour conséquence d'écarter d'un emploi.

.../...

Article 5.

Comme il a été dit lors de l'examen des articles 1er et 2, le § 3 de cet article qui remplace l'alinéa 2 de l'article 6, abrogé, trouverait mieux sa place à l'article 6 du statut.

Article 6.

Le sens de cet article est difficile à dégager.

D'une part, d'après le premier alinéa, l'ordre hiérarchique des fonctions est déterminé par le tableau B annexé au statut, alors que le tableau ne fait pas mention de fonctions.

D'autre part, le projet ne donne aucune définition de la notion de fonction. Il n'indique pas non plus quel est le critérium de l'assimilation visée au 4ème alinéa.

Cet article devrait être revu.

Article 7.

Si le Conseil d'Etat a bien saisi la portée de la modification qu'on entend apporter à l'article 45 du statut, cet article gagnerait à être remanié en son entier et présenté comme dans le texte proposé ci-après.

Article 14.

Cette disposition appelle par souci de concordance un article nouveau qui compléterait l'article 153. C'est l'article 12 dans le texte proposé par le Conseil d'Etat.

.../...

Article 18.

L'article 6 du statut a été remanié de telle manière aux articles 1er et 2 du texte proposé que cet article devient inutile.

Article 19.

Ces dispositions n'ont de fondement légal que dans la mesure où elles ne sont pas susceptibles de porter atteinte à des droits acquis par les agents.

\+

\+ \+

Les autres observations que le projet soulève ressortent du texte proposé ci-après et ne nécessitent pas de commentaire.

ARRETE ROYAL MODIFIANT LE STATUT DES AGENTS DE L'ADMINISTRATION D'AFRIQUE ANNEXE A L'ARRETE DU REGENT DU 20 AOUT 1948.

Baudouin, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'article 8 de la loi du 18 octobre 1908 sur le gouvernement du Congo belge;

Vu le statut des agents de l'administration d'Afrique, annexé à l'arrêté du Régent du 20 août 1948, modifié notamment par les arrêtés royaux des 23 février 1953, 27 juillet 1953, 5 mars 1954, 13 août 1954, 23 novembre 1954 et 13 avril 1955;

.../...

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Colonies,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Article 1er.-

§ 1er. L'article 6, 5°, alinéa 2, a, du statut des agents de l'administration d'Afrique, modifié par l'arrêté royal du 23 novembre 1954, est remplacé par le texte suivant :

"a) à 30 ans pour :

1° les candidats à un emploi d'une catégorie supérieure à la quatrième;

2° les officiers de marine titulaires du brevet de lieutenant au long cours, candidats à un emploi du cadre des officiers de marine et hydrographes ".

§ 2. L'article 6, 5°, alinéa 2, b, du même statut, modifié par l'arrêté royal du 23 novembre 1954, est complété par le texte suivant :

" 7. Les candidates à un emploi du cadre des infirmières".

§ 3. L'article 6, 7°, du même statut, modifié par l'arrêté royal du 23 novembre 1954, est remplacé par le texte suivant :

" 7°- a) sauf pour les artisans et gens de métier, pour les techniciens, dispensés par le Ministre des Colonies, pour les candidats dispensés ou pour les candidats visés au b ci-après, avoir suivi avec succès les cours de préparation coloniale;

.../...

b) pour les candidats à un emploi de la quatrième catégorie résidant au Congo belge ou au Ruanda-Urundi depuis cinq ans au moins, avoir réussi l'épreuve d'admissibilité à l'école coloniale et avoir suivi avec succès, au cas où ils sont organisés, les cours de préparation administrative, que le Gouverneur général peut instituer à leur intention".

§ 4. L'article 6, 9°, du même statut, modifié par l'arrêté royal du 23 novembre 1954, est remplacé par le texte suivant :

" 9° en ce qui concerne le personnel féminin, ne pas être engagé dans les liens du mariage, à moins d'être séparé de corps judiciairement".

Article 2.-

L'article 7, § 3, 2°, du même statut, modifié par l'arrêté royal du 23 février 1953, est remplacé par le texte suivant :

" 2° ... (texte du 2° de l'article 3 du projet)...".

Article 3.-

L'article 8, alinéa 1er, du même statut, modifié par l'arrêté royal du 5 mars 1954, est remplacé par la disposition suivante :

"Le Ministre des Colonies ... (§ 1er, alinéa 1er, de l'article 5 du projet)".

Article 4.-

... (Voir observation relative à l'article 6 du projet)...

.../...

Article 5.-

Les alinéas 4 à 6 de l'article 45 du même statut, modifiés par les arrêtés royaux des 23 février et 27 juillet 1953, sont remplacés par les dispositions suivantes :

"Le transfert définitif se fait dans la forme de la nomination ou de la promotion. Il implique la démission du grade et des fonctions antérieures et entraîne la perte de l'ancienneté et du traitement y afférents. Toutefois, tout transfert définitif dans le cadre des conseillers juridiques s'effectue avec conservation de l'ancienneté et du traitement précédemment acquis.

Le transfert définitif a effet à la date fixée par l'arrêté ou par l'ordonnance, date qui ne peut être antérieure à celle de l'éventuelle affectation provisoire au nouveau cadre. Toutefois, si l'agent était encore stagiaire au moment où il a été affecté à son nouveau cadre et s'il a exercé ses fonctions dans celui-ci sans interruption depuis lors, son transfert définitif a effet à la date de sa nomination à titre provisoire dans l'administration d'Afrique.

Pour l'application du présent article, sont considérés comme formant un seul cadre, respectivement :

1° le cadre territorial et le cadre des affaires indigènes et de la main-d'oeuvre;

2° le cadre de l'instruction publique et des cultes, le cadre de l'inspection de l'enseignement et le cadre des écoles officielles".

.../...

Article 6.- ... (article 8 du projet) ...

Article 7.-

L'article 80 ... (comme à l'article 9 du projet) ... :

"Lorsque la voie adoptée est l'une des lignes aériennes belges Belgique-Congo, la Colonie prend à sa charge le coût du voyage par la voie aérienne la plus directe exploitée par la société choisie".

Article 8.-

Article 10 du projet, sauf in fine :

"... ou, dans certains cas spéciaux, à l'étranger :

1° les affections qui ont été contractées au Congo, si elles ont été constatées avant le retour en Belgique;

2° les affections résultant du séjour au Congo;

3° les séquelles et conséquences des affections visées aux 1° et 2° ".

Article 9.- ... (article 11 du projet) ...

Article 10.- ... (article 12 du projet) ...

Article 11.- ... (article 13 du projet) ...

.../...

Article 12.-

L'article 153, alinéa 2, du même statut est complété par le texte suivant : "sauf lorsque ces articles en disposent autrement".

Article 13.-

L'article 157 ... (comme à l'article 14 du projet) ... :

"Lorsque le comité supérieur du personnel exerce la mission qui lui est dévolue par l'article 160, 6°, il comprend trois représentants de l'administration, deux membres élus parmi les agents des trois premières catégories et un membre élu de la quatrième catégorie.

En ce cas, il ne délibère valablement que lorsque les six membres sont présents".

Article 14.- ... (article 15 du projet) ...

Article 15.- ... (article 16 du projet) ...

Article 16.-

Un article 179 est rétabli dans le même statut; il est rédigé comme suit :

.../...

"Article 179.- L'indemnité de fin de carrière est réduite, s'il échet, des sommes touchées au même titre à la fin d'une précédente carrière à la Colonie".

Article 17.-

Le présent arrêté a ses effets le 1er septembre 1955.

... (la suite comme au projet) ...

Het ontwerp strekt ertoe het statuut van het bestuurspersoneel in Afrika op verschillende punten te wijzigen.

Artikelen 1 en 2.

Deze twee artikelen wijzigen hetzelfde artikel 6 van het statuut. Artikel 18 heft bovendien artikel 6, 5°, a, 2, en 7°, laatste lid, op.

Al deze wijzigingen zouden beter worden samengebracht in één artikel waarin de nieuwe tekst van artikel 6, 5°, lid 2, a en b, 7, alsook 7° en 9° zou worden gegeven. Zo zou hun strekking beter tot uiting komen.

Het ware bovendien aangewezen § 3 van artikel 5 van het ontwerp in te voegen onder 7°. Deze bepaling stelt geen voorwaarde voor toelating tot de koloniale school zoals de §§ 1 en 2 van dit artikel, maar een vereiste voor de aanwerving in een betrekking.

Artikel 3.

Bij dit artikel moge worden opgemerkt, dat de landbouwhogescholen pas met de hogescholen werden gelijkgesteld door de wet van 27 Juni 1947 waarbij tot academische graden worden verheven de titels toegekend door de Rijksveeartsenijscholen en de Rijks- of door de Staat erkende landbouwhogescholen.

Ligt het niet in de bedoeling van de Regering de houders van een vóór deze gelijkstelling door een landbouwhogeschool afgegeven diploma van ingenieur uit te sluiten, dan zou het 4° van de huidige § 3 dienen behouden te worden.

.../...

Artikel 4.

Door dit artikel worden de houders van een der diploma's, die krachtens artikel 7, § 3, 1° tot 4°, vereist zijn voor de overgang naar betrekkingen van categorieën boven de vierde, uitgesloten van de in vierde categorie gerangschikte betrekkingen.

Hierin ligt iets tegenstrijdig, want wie van deze diploma's houder is, bezit doorgaans een der diploma's of getuigschriften die voor de toelating naar betrekkingen van de vierde categorie zijn vereist.

Tengevolge van deze bepaling zou een zelfde diploma een verschillende waarde krijgen naargelang de houder al dan niet andere belangrijkere diploma's heeft behaald, en zou het feit een hoger onderwijs te hebben genoten dan voor het bekleden van een betrekking vereist is, een hinderpaal worden voor het toekennen van deze betrekking.

Een dergelijke regel is moeilijk overeen te brengen met de zowel ter zake van onderwijs als van bestuursinrichting gehuldigde beginselen. Het onderwijs is een voordeel waarop men zich in onze bestuursinrichting te allen tijde heeft kunnen beroepen om toegang te krijgen tot een openbare betrekking. Voorzover de Raad van State bekend is,heeft het feit, dat iemand een onderwijs hoger dan het vereiste had genoten, tot nog toe nimmer voor gevolg gehad dat hij van een betrekking werd uitgesloten.

.../...

Artikel 5.-

Zoals bij het onderzoek van de artikelen 1 en 2 is gezegd, zou § 3 van dit artikel, die het tweede lid van het opgeheven artikel 6 vervangt, beter op zijn plaats zijn in artikel 6 van het statuut.

Artikel 6.

De betekenis van dit artikel is moeilijk te achterhalen.

Volgens het eerste lid wordt de hiërarchische volgorde der ambten bepaald in de bij dit statuut gevoegde tabel B; maar in de tabel is van ambten geen sprake.

Voorts geeft het ontwerp geen omschrijving van het begrip "ambt". Evenmin zegt het, welk criterium geldt voor de bij het vierde lid bedoelde gelijkstelling.

Dit artikel dient te worden herzien.

Artikel 7.

Zo de Raad van State de draagwijdte van de voor artikel 45 voorgestelde wijziging goed heeft begrepen, zou deze tekst geheel moeten worden omgewerkt, naar het voorbeeld van de hierna aanbevolen tekst.

Artikel 14.

Terwille van de overeenstemming is het nodig ingevolge deze bepaling een nieuw artikel in te voegen dat artikel 153 zou aanvullen. Het is artikel 12 van de door de Raad van State aanbevolen tekst.

.../...

Artikel 18.

Artikel 6 van het statuut werd in de artikelen 1 en 2 van de voorgestelde tekst zo omgewerkt dat dit artikel overbodig werd.

Artikel 19.

Deze bepalingen hebben alleen rechtsgrond in zoverre zij geen inbreuk kunnen maken op door de beambten verkregen rechten.

\+

\+ \+

De andere opmerkingen welke bij het ontwerp te maken zijn, blijken uit de hierna voorgestelde tekst en behoeven geen commentaar.

KONINKLIJK BESLUIT TOT WIJZIGING VAN HET STATUUT VAN HET BESTUURSPERSONEEL IN AFRIKA, GEVOEGD BIJ HET BESLUIT VAN DE REGENT VAN 20 AUGUSTUS 1948.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gelet op artikel 8 van de wet van 18 October 1908 op het gouvernement van Belgisch-Congo;

Gelet op het statuut van het bestuurspersoneel in Afrika, gevoegd bij het besluit van de Regent van 20 Augustus 1948, inzonderheid gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 23 Februari 1953, 27 Juli 1953, 5 Maart 1954, 13 Augustus 1954, 23 November 1954 en 13 April 1955;

.../...

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Koloniën,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Artikel 1.-

§ 1. Artikel 6, 5°, tweede lid, a, van het statuut van het bestuurspersoneel in Afrika, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 23 November 1954, wordt door de volgende tekst vervangen :

" a) op 30 jaar voor :

1° de candidaten voor een betrekking van een hogere categorie dan de vierde;

2° de marineofficieren die houder zijn van het brevet van luitenant voor de grote vaart en candidaat zijn voor een betrekking in het kader van de marineofficieren en hydrografen ".

§ 2. Artikel 6, 5°, tweede lid, b, van hetzelfde statuut, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 23 November 1954, wordt met de volgende tekst aangevuld :

"7. De candidaten voor een betrekking in het kader der ziekenverpleegsters".

§ 3. Artikel 6, 7°, van hetzelfde statuut, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 23 November 1954, wordt door de volgende tekst vervangen :

"7° - a) behoudens voor de ambachts- en vaklieden, voor de door de Minister van Koloniën vrijgestelde technici, voor de vrijgestelde candidaten, of voor de onder b hierna genoemde candidaten, met goede uitslag de cursussen voor koloniale voorbereiding hebben gevolgd;

.../...

b) voor de candidaten voor een betrekking van de vierde categorie die sinds ten minste vijf jaar in Belgisch-Congo of in Ruanda-Urundi verblijven, geslaagd zijn in een examen voor toelating tot de koloniale school en met goede uitslag de cursussen voor administratieve voorbereiding, welke de Gouverneur-generaal te hunnen behoeve kan inrichten, hebben gevolgd, zo deze cursussen werden gegeven".

§ 4. Artikel 6, 9°, van hetzelfde statuut, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 23 November 1954, wordt door de volgende tekst vervangen :

"9° wat het vrouwelijk personeel betreft, niet door de huwelijksband verbonden zijn, behoudens gerechtelijke scheiding van tafel en bed".

Artikel 2.-

Artikel 7, § 3, 2°, van hetzelfde statuut, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 23 Februari 1953, wordt door de volgende tekst vervangen :

"2° ... (tekst van 2° van artikel 3 van het ontwerp) ...".

Artikel 3.-

Artikel 8, eerste lid, van hetzelfde statuut, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 5 Maart 1954, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"De Minister van Koloniën ... (§ 1, eerste lid, van artikel 5 van het ontwerp) ...

Artikel 4.-

... (Zie de opmerking betreffende artikel 6 van het ontwerp) ...

.../...

Artikel 5.-

De leden 4 tot 6 van artikel 45 van hetzelfde statuut, gewijzigd door de koninklijke besluiten van 23 Februari en 27 Juli 1953, worden door de volgende bepalingen vervangen :

"De definitieve overgang geschiedt met inachtneming van de vormen der benoeming of der bevordering. Hij impliceert het ontslag uit de vorige graad en het vorige ambt en heeft het verlies van de er op betrekking hebbende ancienniteit en wedde voor gevolg. Elke definitieve overgang naar het kader van de rechtskundige adviseurs geschiedt evenwel met behoud van de voordien verkregen ancienniteit en wedde.

De definitieve overgang gaat in op de datum door het besluit of door de ordonnantie bepaald, welke datum in geen geval vroeger mag liggen dan die van de eventuele voorlopige aanstelling in het nieuwe kader. Indien de beambte evenwel nog stagiaire was toen hij voor zijn nieuw kader aangewezen werd en indien hij zijn ambt in dit kader sindsdien zonder onderbreking heeft uitgeoefend, gaat de definitieve overgang in op de datum van zijn voorlopige benoeming in het bestuur van Afrika.

Voor de toepassing van dit artikel, worden onderscheidenlijk als een enkel kader beschouwd :

1° het gewestkader en het kader der inlandse zaken en der arbeidskrachten;

2° het kader van het openbaar onderwijs en de eredienssten, het kader van de inspectie van het onderwijs en het kader der officiële scholen".

.../...

Artikel 6.-

... (Artikel 8 van het ontwerp)...

Artikel 7.-

Artikel 80 ... (zoals in artikel 9 van het ontwerp):

"Wanneer een Belgische luchtvaartlijn België-Congo wordt gebruikt, neemt de Kolonie de kosten van de reis over de kortste, door de gekozen maatschappij geexploiteerde luchtlijn, op zich".

Artikel 8.-

...(Artikel 10 van het ontwerp, behalve aan het eind :

"... of, in sommige bijzondere gevallen, in het buitenland :

1° de in Congo opgedane ziekten, indien zij vóór de terugkeer naar België werden vastgesteld;

2° de ziekten die het gevolg zijn van het verblijf in Congo;

3° de naverschijnselen en de gevolgen van de in 1° en 2° bedoelde ziekten)...

Artikel 9.-

... (Artikel 11 van het ontwerp)...

Artikel 10.-

... (Artikel 12 van het ontwerp)...

Artikel 11.-

... (Artikel 13 van het ontwerp)...

.../...

Artikel 12.-

Artikel 153, tweede lid, van hetzelfde statuut wordt met de volgende tekst aangevuld : "behalve wanneer deze artikelen anders bepalen".

Artikel 13.-

Artikel 157 ... (zoals in artikel 14 van het ontwerp) :

"Wanneer het hoger personeelscomité de hem door artikel 160, 6°, toegewezen opdracht uitvoert, omvat het drie vertegenwoordigers van het bestuur, twee leden gekozen uit de beambten van de eerste drie categorieën en één lid gekozen uit de vierde categorie .

In dit geval kan het alleen geldig beraadslagen wanneer de zes leden aanwezig zijn".

Artikel 14.-

... (Artikel 15 van het ontwerp)...

Artikel 15.-

... (Artikel 16 van het ontwerp)...

Artikel 16.-

In hetzelfde statuut wordt opnieuw een artikel 179 opgenomen, luidend als volgt :

.../...

"Artikel 179.- De vergoeding voor loopbaaneinde wordt, bij voorkomend geval, verminderd met de uit dienzelfden hoofde op het einde van een vroegere loopbaan in de Kolonie ontvangen bedragen".

Artikel 17.-

Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 September 1955.

... (voorts zoals in het ontwerp)...

La chambre était composée de

Messieurs : F. LEPAGE, conseiller d'Etat, président
J. COYETTE, conseillers d'Etat,
G. VAN BUNNEN, raadsheren van State,
L. FREDERICQ, assesseurs de la section de législation,
J. LIMPENS, bijzitters van de afdeling wetgeving,
G. PIQUET, greffier adjoint, greffier.

De kamer was samengesteld uit

de Heren : F. LEPAGE, raadsheer van State, voorzitter
J. COYETTE, conseillers d'Etat,
G. VAN BUNNEN, raadsheren van State,
L. FREDERICQ, assessoren de la section de législation,
J. LIMPENS, bijzitters van de afdeling wetgeving,
G. PIQUET, adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. LEPAGE.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. LEPAGE.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s). G. PIQUET.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) F. LEPAGE.